

D'abord, je tiens à saluer tous les usagères et usagers des transports en commun présents dans cette salle. Ensuite, à remercier l'Association montreuilloise des usagers des transports en commun qui nous invite à débattre.

On nous annonce aujourd'hui que de nouveaux transports en commun seront bientôt mis en place à Montreuil. On nous parle d'une ligne de tramway et du prolongement de la ligne 11 pour 2017 et pour 2019. On nous parle aussi de la ligne 9 ou du passage du grand paris express. Permettez-moi de commencer par émettre quelques doutes sur le sujet. Dans la liste MAS, nous sommes nombreux à habiter Montreuil depuis 10 ou 15 ans et combien de fois n'avons-nous pas entendu dire que l'arrivée du tramway était imminente ! Et peut-on croire sérieusement à ces conjectures pour dans trois ans quand on voit que les travaux ne sont pas commencés ?! Mais passons et admettons que cela puisse être...

Nous sommes bien évidemment favorables à ce que soient développés les transports en commun, et ceci d'abord pour des raisons écologiques. Les transports représentent actuellement 27 % des émissions de CO₂. Or, on sait que, dans les pays développés, il faudra diminuer de 40% les gaz à effet de serre d'ici 2040 et de 80 % à 95 % d'ici 2050 ! Sortir du tout-voiture apparaît donc comme une nécessité absolue. Cela dit, les choses ne peuvent se faire à n'importe quel prix et le développement des transports en commun doit être envisagé comme un problème régional.

Aujourd'hui, on nous présente la mise en place du Grand Paris comme un moyen d'améliorer les transports en Ile-de-France, mais ne soyons pas dupes ! Ce que prévoit le projet du Grand Paris, c'est de concentrer l'emploi sur quelques pôles (ce sont 450 000 m² de bureaux supplémentaires à la Défense, c'est le campus de Paris-Saclay, c'est le pôle d'affaires du Grand Roissy...), ce qui veut dire, pour faire vite : disparition des emplois de proximité (en les déplaçant ou en les concurrençant) et relégation des populations modestes dans les zones éloignées de ces pôles. Les nouveaux transports ne seront donc pas des transports de proximité comme en ont besoin les gens, mais des lignes rapides destinés aux cadres qui seront de plus en plus nombreux dans cette mégalopole parisienne qui n'a d'autre ambition que d'entrer en concurrence avec les autres mégalopoles du monde !

Penser les transports, c'est donc penser une réorganisation de l'espace urbain, dans une perspective humaine et non capitaliste. Il faut permettre aux gens de vivre près de leur lieu de travail en relocalisant les productions ; il faut développer les services comme la poste, les écoles, les commerces. On sait pertinemment que plus il y a de distance à parcourir, plus on est tenté d'utiliser

sa voiture. La multiplication des lignes ne suffit donc pas : il faut prévoir de vrais aménagements au niveau de l'urbanisme.

Et ceci d'autant plus qu'aujourd'hui, on fait quand même un triste constat : faute de tarif unique, ce sont celles et ceux qui habitent le plus loin du centre-ville – autant dire les gens qui sont les plus défavorisés - qui paient le plus cher les transports en commun car il leur faut acheter une carte deux ou trois zones ! Nous demandons donc l'application immédiate d'un tarif unique pour la région. Tarif unique qui ne serait, bien sûr, qu'un préalable à l'instauration de la GRATUITE. Les études sont formelles : pour inciter les usagers à prendre les transports en commun, il faut que ceux-ci soient gratuits. Et inutile de nous dire, comme souvent, que c'est une proposition utopique puisqu'on sait que l'expérience a déjà été conduite avec succès dans des villes comme Aubagne.

De plus, quand on sait qu'actuellement, les collectivités locales consacrent plus de 80 % de leur budget transport aux voitures, on a vite fait de comprendre qu'une grande partie de l'allocation de ces crédits pourrait être utilisée pour financer la gratuité des transports publics. A cela doivent s'ajouter une augmentation du versement transport payé par les entreprises de plus de neuf salariés, et l'arrêt des grands projets aussi inutiles que nuisibles et fort coûteux, comme la construction de nouvelles lignes à grande vitesse ou de nouveaux aéroports.

Rappelons aussi haut et fort que chaque année ce sont 200 milliards d'euros que nous pourrions récupérer sur les exonérations de cotisations sociales ou les niches fiscales dont profitent les nantis. C'est la raison pour laquelle – et je conclurai là-dessus car cela nous tient à cœur - la liste Montreuil anticapitaliste et solidaire propose de mener tous les combats qui permettront d'installer un rapport de force, afin de porter les débats menés dans des associations comme celle qui nous invite aujourd'hui au niveau des institutions.

L'organisation des transports publics GRATUITS doit se faire dans le cadre d'un service public autogéré par les travailleurs et les usagers afin de répondre correctement, là comme ailleurs, à la demande sociale.